

Les startups veulent se faire entendre en Europe

Rassemblés par France digitale, France Invest et le Syntec Numérique, les entrepreneures et entrepreneurs français ont échangé avec les personnalités candidates aux prochaines élections européennes. Leur but ? Mettre l'innovation au cœur des problématiques européennes.

Temps de lecture : minute

3 avril 2019

Hacker les élections européennes. C'est l'objectif des startupper et des investisseurs de la tech qui étaient réunis mardi soir au Théâtre des Variétés, à Paris, par France Digitale, France Invest et le Syntec Numérique. Pendant près de trois heures, les candidates et candidats de La République en marche (LREM), des Républicains, de La France insoumise (LFI), d'Europe Écologie Les Verts (EELV) et du Parti socialiste (PS) ont été interrogés et challengés par le vivier de l'entrepreneuriat et du financement français.



À lire aussi

France Digitale plaide pour une Europe unifiée, qui favorise l'innovation

S'appuyant sur le "United Tech of Europe", un manifeste agrégeant 15 mesures concrètes rédigé par France Digitale et ses homologues européens, les représentants de la - plus si jeune - économie ont mis en exergue les difficultés à entreprendre un business européen. "*Pendant que les Américains courent un 100 mètres, nous, on court un 110 mètres avec 27 haies*", déplore Frédéric Mazzella, coprésident de l'association France Digitale qui demande pêle-mêle la création d'un fonds souverain européen, la mise en place d'un visa de startup européenne, la création d'institutions aidant au développement des startups, la standardisation du cadre fiscal du capital-risque et la consolidation des profits et des pertes entre les États membres - les profits générés dans un état pourraient alors être exemptés de taxes s'ils sont contrebalancés par des pertes dans un autre pays membre.

Uniformiser pour pouvoir lutter

Pour les entrepreneures et entrepreneurs, la priorité est à l'uniformisation réglementaire et fiscale de l'Europe. "*Aujourd'hui, pour une boîte comme Heetch, il n'y a pas de marché européen. Si l'on veut s'implanter dans un autre pays, il faut à chaque fois créer un nouveau business. Les réglementations sont excessivement différentes dans chaque pays*", regrette Teddy Pellerin, le cofondateur de la plateforme de VTC. Le constat est partagé par Franck Proust, député européen Les Républicains : "*L'Europe doit encadrer, oui, mais à bon escient. Il n'est pas normal qu'il y ait 27 réglementations fiscales et sociales différentes.*"

Un état des lieux qui ne satisfait évidemment pas Olivier Mathiot, vice-

président de France Digitale, président de Thecamp et cofondateur de Rakuten France (ex-PriceMinister) : " *Il est impératif que l'Europe se simplifie et se fédère pour lutter contre les États-Unis et l'Asie. Les startups sont les emplois de demain, il ne faut pas que l'Europe soit le territoire de l'économie d'hier. Il faut revenir sur le devant de la scène. On a de belles opportunités, c'est faisable* ", estime-t-il avec optimisme. Là-dessus, l'entrepreneur a trouvé écho en la personne de Sandro Gozi, ancien secrétaire d'État italien aux Affaires européennes de Matteo Renzi et candidat LREM aux prochaines Européennes : " *Aujourd'hui, nous ne menons pas le jeu. Il faut pour y parvenir se donner les moyens financiers et juridiques. Pour cela, le prochain budget européen se doit d'être fortement axé sur l'innovation et le numérique.* "



À lire aussi

Non, l'innovation n'est pas morte sur le Vieux Continent !

Si les candidates et candidats ne se sont pas ouvertement engagés à

s'inspirer du manifeste dans leurs programmes respectifs, l'événement a toutefois rempli son rôle : sensibiliser. Il a d'ailleurs été dupliqué quasi au même moment à Berlin, Bruxelles, Madrid, Milan, Sofia et Vienne par des lobbys de startupper locaux. " *Plus personne ne pourra dire "nous n'étions pas au courant pour les startups"*", assure Olivier Mathiot.

Article écrit par Antoine Garbay